



RCS : ORLEANS

Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 00522

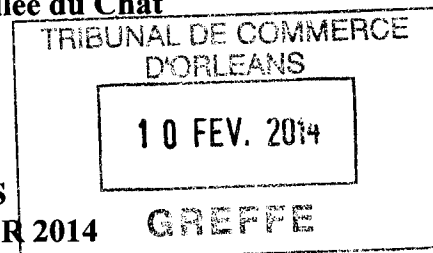
Numéro SIREN : 419 763 099

Nom ou dénomination : A.F.U.M.E. ATELIER DE FABRICATION ET D USINAGE MECANIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 10/02/2014 sous le numéro de dépôt 884

A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 26 500 EUROS
SIEGE SOCIAL : ZI Les Cailloux - Rue de la Vallée du Chat
45150 JARGEAU
419 763 099 R.C.S. ORLEANS

A884



**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 31 JANVIER 2014**

L'an deux mil quatorze,

Le 31 janvier,

A 16 h 30,

Le soussigné, Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER, agissant en qualité de gérant de la société SST FINANCES, associée unique de la société «A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE»,

En présence de Monsieur Didier CABOURDIN, gérant de la société,

A pris les décisions suivantes relatives à :

Décisions de nature ordinaire

- A la démission du Gérant,
- A la nomination d'un nouveau gérant en remplacement,

Décisions de nature extraordinaire

- A la mise à jour des statuts suite à cession de parts,
- Aux pouvoirs à conférer en vue des formalités.
- Aux questions diverses,

A adopté les décisions suivantes:

DECISIONS DE NATURE ORDINAIRE

PREMIERE DECISION

L'Associée Unique prend acte de la démission de Monsieur Didier CABOURDIN de ses fonctions de gérant, à compter de ce jour.

L'Associée Unique accepte de le dispenser du préavis de trois (3), tel que prévu à l'article 19 des statuts de la société, en cas de démission.

 SSS

L'Associée Unique le remercie pour les services rendus à la Société.

DEUXIEME DECISION

L'Associée Unique décide de nommer, à compter de ce jour, pour une durée illimitée, en qualité de gérant de la société :

Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER,
né à NEUILLY SUR MARNE, le 3 décembre 1975, de nationalité française,
Demeurant à LORCY (45490) 170, Route de Mézières,

Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER disposera des pouvoirs tels que prévus par l'article 18 des statuts.

Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

DECISIONS DE NATURE ORDINAIRE

TROISIEME DECISION

L'Associée Unique, suite aux cessions de parts intervenues ce jour, décide de supprimer le nom des associés fondateurs figurant page un des statuts, de supprimer l'article 8, et de modifier les articles 7, 8 et 9 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 7 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été apporté au capital de la société, une somme en numéraire de 7 622,45 euros,

Lors d'une augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2002, il a été incorporé, une somme de 18 877,55 euros prélevée sur les réserves.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de VINGT SIX MILLE CINQ CENTS (26 500) euros.

Il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de cinquante-trois (53) euros chacune, entièrement libérées et numérotées de 1 à 500 inclus.

En conséquence des modifications ci-dessus, la numérotation des articles sera modifiée.

 SSS

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Les cinq cents (500) parts sociales sont attribuées en totalité à la société **SST FINANCES**.

QUATRIEME DECISION

L'Associée Unique décide de supprimer le titre VIII "Dispositions transitoires" des statuts.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par l'associée Unique et le Gérant.

La société SST FINANCES
Représentée par
M Sébastien STADLER-SUAGHER

M Didier CABOURDIN

M Sébastien STADLER-SUAGHER
"BON POUR ACCEPTATION
DES FONCTIONS DE GERANT "

*Bon pour acceptation des
fonctions de gérant*

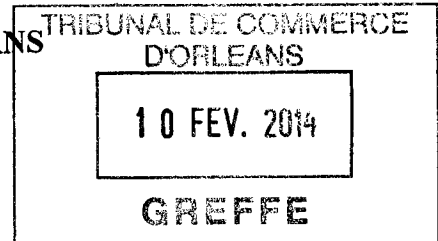
**A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**

AU CAPITAL DE 26 500 EUROS

SIEGE SOCIAL : ZI Les Cailloux - Rue de la Vallée du Chat

45150 JARGEAU

419 763 099 R.C.S. ORLEANS



STATUTS

MIS A JOUR

AGE du 31 janvier 2014

Modifications : articles 7, 8 et 9

suppression nom des associés fondateurs et titre VIII

A.F.U.ME
ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 26 500 EUROS
SIEGE SOCIAL : ZI Les Cailloux - Rue de la Vallée du Chat
45150 JARGEAU
419 763 099 R.C.S. ORLEANS

STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE

Article 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée. Elle est régie par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

Les travaux de fraisage, tournage, ajustage et fabrication, construction et transformation d'ensembles mécaniques ainsi que leur commercialisation.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

A.F.U.ME. *Atelier de Fabrication et d'Usinage MEcanique*

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé ZI Les Cailloux Rue de la Vallée du Chat, 45150 JARGEAU.

Le transfert du siège social est décidé par décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 30 juin 1999.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été apporté au capital de la société, une somme en numéraire de 7 622,45 euros,

Lors d'une augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2002, il a été incorporé, une somme de 18 877,55 euros prélevée sur les réserves.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de VINGT SIX MILLE CINQ CENTS (26 500) euros.

Il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de cinquante-trois (53) euros chacune, entièrement libérées et numérotées de 1 à 500 inclus.

En conséquence des modifications ci-dessus, la numérotation des articles sera modifiée.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Les cinq cents (500) parts sociales sont attribuées en totalité à la société **SST FINANCES**.

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article 11 des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extrajudiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et, sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait

excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 14 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon ces conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 27 ci-après des présents statuts.

Article 15 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 16 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966.

TITRE III

GERANCE

Article 17 - DESIGNATION DES GERANTS

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les premiers gérants sont nommés par décision des associés aussitôt après la signature des présents statuts.

Article 18 - POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 19 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 20 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 22 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 23 - MODALITES

1 - Toutes les décisions collectives doivent être prises en assemblée.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 24 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 25 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 26 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 27 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 29 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 31 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 32 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du
ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

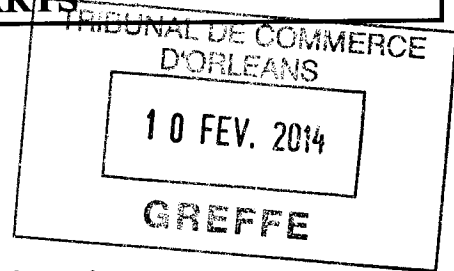
Article 33 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Copie certifiée conforme


A 884

ACTE DE CESSIION DE PARTS



ENTRE LES SOUSSIGNÉS, ci-après identifiés:

Monsieur Didier Pierre Gaston CABOURDIN,
né à VERSAILLES (78), le 10 novembre 1960, de nationalité française,
époux de Madame Sylvie LOREAU avec laquelle il est marié sous le régime de la
communauté légale de biens, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le
25 juin 1983, à DARVOY (45), ledit régime non modifié depuis lors,
Demeurant à VIENNE EN VAL (45510) 36, Chemin du Paradis,

Madame Sylvie LOREAU,
née à ORLEANS (45), le 13 décembre 1961, de nationalité française,
époux de Monsieur Didier CABOURDIN, sus nommé,
Demeurant à VIENNE EN VAL (45510) 36, Chemin du Paradis,

Ci-après dénommés dans le corps de l'acte sous le vocable « **LES VENDEURS** » ou « **LES CEDANTS** »,

d'une part

ET :

La société SST FINANCES,
Société à responsabilité limitée, au capital de 25 000 €, dont le siège social est à LORCY
(45490) 170, Route de Mézières, immatriculée au registre du commerce et des sociétés
d'ORLEANS sous le numéro 799 301 965,
Représentée par son Gérant, Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER, ayant tous pouvoirs
à l'effet des présentes, aux termes de l'article 13 des statuts de la société,

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte sous le vocable « **L'ACQUEREUR** » ou
« **LE CESSIONNAIRE** »
d'autre part,

PREALABLEMENT A LA PRESENTE CESSIION DE PARTS, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT,

b sc S.S.S.
✍

Les vendeurs sont, ensemble, associés de la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE, ci-après désignée, dont ils détiennent 100 % du capital.

Aux termes d'un protocole en date du 9 octobre 2013, les Cédants se sont engagés à céder à Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER et son épouse Madame Laetitia LECOINTE, qui s'est engagé à les acquérir, ou à les faire acquérir par toute personne physique ou morale qu'ils se substitueraient ou s'adjoindraient, les 500 parts du capital de la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE, sous diverses charges et conditions, et notamment sous diverses conditions suspensives.

Aux termes d'un avenant en date du 23 décembre 2013, il a été décidé de repousser la date de réalisation de la condition suspensive relative au financement et de décaler en conséquence; l'ensemble des dates de réalisation définitive de la totalité des conditions suspensives.

L'ensemble des conditions suspensives, prévues audit protocole, ayant été réalisées, il est passé à la rédaction du présent acte, afin de constater la cession définitive des parts et le paiement du prix, étant ici précisé que :

- la société SST FINANCES s'est substituée à Monsieur et Madame STADLER -SUAGHER, dans la présentation acquisition ce que les Cédants déclarent accepter expressément,

- l'ensemble des dispositions figurant dans le protocole signé le 9 octobre 2013 et son avenant du 23 décembre 2013, sont applicables à la présente cession.

CECI EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT.

CESSION DE PARTS

ARTICLE 1 - CESSION:

Par les présentes, les Vendeurs cèdent sous les garanties ordinaires et de droit, à l'ACQUEREUR, qui accepte, les CINQ CENTS (500) parts sociales de la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE, dans les proportions suivantes :

- Cession par **Monsieur Didier CABOURDIN** à la société **SST FINANCES**, représentée par Monsieur Sébastien STADLER- SUAGHER, es qualité qui accepte, des DEUX CENT CINQUANTE (250) parts sociales, numérotées de 1 à 250 inclus, dont il est propriétaire dans la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE,

- Cession par **Madame Sylvie CABOURDIN** à la société **SST FINANCES**, représentée par Monsieur Sébastien STADLER-SUAGHER, es qualité qui accepte, des DEUX CENT CINQUANTE (250) parts sociales, numérotées de 251 à 500 inclus, dont elle est propriétaire dans la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE,

Conformément aux stipulations de l'article 1 424 du Code Civil, Monsieur CABOURDIN et son épouse Madame Sylvie LOREAU, donnent chacun leur accord à la cession par leur conjoint des parts qu'il possède dans la société, de sorte que l'Acquéreur soit l'incommutable propriétaire des parts cédées.

ARTICLE 2 PROPRIETE - JOUISSANCE :

L'ACQUEREUR sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance, à compter **de ce jour**.

Il aura seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés aux parts qui lui sont cédées.

ARTICLE 3 PRIX DE CESSION DES PARTS – PAIEMENT DU PRIX **- SITUATION COMPTABLE AU 31.12.2013 :**

A. Prix de cession

Le prix global de cession des cinq cents (500) parts sociales du capital de la société A.F.U.ME - ATELIER DE FABRICATION ET D'USINAGE MECANIQUE est fixé à **SIX CENT MILLE (600 000) EUROS**,

soit 1 200 € la part, lequel prix se répartit comme suit :

- Monsieur Didier CABOURDIN, Trois cent mille euros,	300 000 €
- Madame Sylvie CABOURDIN, Trois cent mille euros	300 000 €
TOTAL	600 000 €

Le prix de cession a été fixé sur une base de capitaux propres, d'un montant de 574 502 € au 30 juin 2013.

Il sera établi une situation comptable au 31 décembre 2013.

Si cette situation fait apparaître un montant de capitaux propres d'au moins 574 502 €, le prix de 600 000 € sera confirmé.

S.S.S.
L x

Si cette situation fait apparaître un montant de capitaux propres inférieur à 574 502 €, le prix de 600 000 € sera diminué de la variation des capitaux propres, tels qu'ils ressortent de la situation comptable au 31 décembre 2013 avec le montant de 574 502 €.

B. PAIEMENT DU PRIX

Le prix de SIX CENT MILLE (600 000) euros est payable comme suit :

- à concurrence de cinq cent quarante mille (540 000) euros comptant par l'Acquéreur,
- à concurrence de soixante mille (60 000) euros, à l'ordre de la CARPA, pour y être séquestrés en attendant l'établissement de la situation comptable au 31 décembre 2013,

et ce dans les conditions ci-après :

a. Paiement des cinq cent quarante mille (540 000) euros

L'Acquéreur verse, ce jour, la somme de **CINQ CENT QUARANTE MILLE EUROS (540 000 €)**, se répartissant comme suit :

- à Monsieur Didier CABOURDIN, à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (270 000 €), au moyen d'un chèque de banque de même montant,

Duquel paiement Monsieur Didier CABOURDIN consent bonne et valable quittance,

Dont quittance,

- à Madame Sylvie CABOURDIN, à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (270 000 €), au moyen d'un chèque de banque de même montant,

Duquel paiement Madame Sylvie CABOURDIN consent bonne et valable quittance,

Dont quittance,

b. Paiement des soixante mille (60 000) euros

L'Acquéreur verse, ce jour, à Maître Catherine SOUCAZE, avocat à MONTARGIS (Loiret) 5, rue Louis Lacroix, désignée d'un commun accord des parties en qualité de séquestre, laquelle déclare accepter la mission de séquestre qui lui est confiée, la somme de soixante mille (60 000) EUROS, en un chèque établi à l'ordre de la CARPA.

La somme de SOIXANTE MILLE (60 000) euros sera conservée par le séquestre en attendant l'établissement de la situation comptable au 31 décembre 2013, comme il sera indiqué ci-après.

C. Etablissement de la situation comptable arrêtée au 31.12.2013

Il sera arrêté, comme indiqué ci-dessus, une situation comptable au 31 décembre 2013.

Elle devra être dressée par l'expert-comptable de la société, au plus tard le **21 février 2014** et soumis à l'approbation de l'Acquéreur, au plus tard le **28 février 2014**.

L'Acquéreur disposera d'un délai de trois semaines après la remise des comptes pour les auditer et les valider (soit au plus tard le 21.03.2014).

La situation sera établie selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les exercices précédents et devront traduire la situation de la société d'une manière aussi sincère que possible, tous les prorata devront être provisionnés.

Les stocks et les travaux en cours, feront l'objet d'un inventaire descriptif, estimatif et contradictoire, exprimé hors taxe, établi et arrêté entre vendeur et Acquéreur. Ils devront être évalués selon les mêmes méthodes que les exercices précédents.

En cas de désaccord entre les parties sur l'établissement de la situation comptable au 31.12.2013 les parties s'efforceront de régler à l'amiable, par des négociations de bonne foi, tous litiges et contestations auxquels le présent établissement pourrait donner lieu.

En cas d'échec de ces négociations, les parties conviennent dès à présent, en cas de désaccord de s'en remettre définitivement à un expert-comptable désigné par le Président de l'ordre des experts comptables du Loiret.

L'expert rendra sa décision conformément aux stipulations de l'article 1 592 du code civil

La décision de l'expert-comptable ainsi désigné ne pourra faire l'objet d'aucun recours, l'expert statuant en dernier ressort.

a. Paiement de la somme séquestrée

1. Somme séquestrée

*Si les capitaux propres tels qu'ils ressortiront de la situation comptable établie au 31 décembre 2013 sont supérieurs ou égaux à la somme de 574 502 €:

- le séquestre devra verser aux Cédants, le solde du prix de cession qui avait été séquestré, soit la somme de 60 000 €.

*Si les capitaux propres tels qu'ils ressortiront de la situation comptable établie au 31 décembre 2013 sont inférieurs à la somme de 574 502 € :

- le séquestre restituera à l'Acquéreur, au moyen des fonds séquestrés, la différence entre la somme de 574 502 € et le montant des capitaux propres au 31.12.2013, et le solde sera versé aux Cédants,

2. Date de paiement

Le paiement devra intervenir **au plus tard le 31 mars 2014**.

Les soussignés donnent d'ores et déjà mission au séquestre de débloquer les SOIXANTE MILLE (60 000) euros séquestrés selon les modalités ci-dessus.

D. Distribution de dividendes

Si les capitaux propres tels qu'ils résulteront de la situation comptable sus visée qui sera établie au 31 décembre 2013 sont au moins égaux à la somme de 594 502 € (capitaux propres tels qu'ils résultent du bilan établi au 30 juin 2013, soit 574 502 € plus une prévision de résultat de 20 000 € du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013), il sera versé aux Cédants, une somme de 25 000 € à titre de dividendes.

Cette distribution devra être décidée et **versée le 7 avril 2014**, au plus tard.

ARTICLE 4 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Les Cédants remettent à l'Acquéreur, ce jour, la convention de garantie d'actif et de passif relative aux parts cédées, signé par Monsieur Didier CABOURDIN et Madame Sylvie CABOURDIN, telle que visée à l'article 11 du protocole signée le 9 octobre 2013.

ARTICLE 5 AGREMENT

Conformément à l'article 12-2 des statuts, la présente cession a été soumise à l'agrément de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, aux termes d'une délibération en date du 29 janvier 2014.

ARTICLE 6 DEPOT D'UN ORIGINAL

Un original du présent acte devra être déposé au siège social contre remise d'un récépissé par le gérant.

ARTICLE 7 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les Vendeurs déclarent que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraires effectués à la Société.

Pour la perception des droits d'enregistrement,

- Monsieur Didier CABOURDIN déclare que les deux cent cinquante (250) parts cédées lui appartiennent, pour les avoir souscrites, lors de la constitution de la société intervenue aux termes d'un acte sous seing privé, en date à JARGEAU (Loiret) du 15 juin 1998, enregistré à la Recette des Impôts d'ORLEANS Sud (Loiret), le 7 juillet 1998, volume 5, folio 53, bordereau 196/4.
- Madame Sylvie CABOURDIN déclare que les deux cent cinquante (250) parts cédées lui appartiennent, pour les avoir souscrites, lors de la constitution de la société intervenue aux termes d'un acte sous seing privé, en date à JARGEAU (Loiret) du 15 juin 1998, enregistré à la Recette des Impôts d'ORLEANS Sud (Loiret), le 7 juillet 1998, volume 5, folio 53, bordereau 196/4.

Les Vendeurs précisent que la société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des Impôts.

La présente cession est soumise au droit d'enregistrement prévu par l'article 726 du Code Général des Impôts, s'élevant à 3 % du prix de cession auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale, au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société, soit :

$(\text{Prix de cession} - 23\,000) \times 3\% =$

$(600\,000\,€ - 23\,000\,€) \times 3\% = 17\,310\,€$

Les droits d'enregistrement s'élèvent ainsi à 17 310 € et sont supportés par l'Acquéreur.

ARTICLE 8 **APPLICATION DU PROTOCOLE SIGNE LE 9 OCTOBRE 2013**
et de son avenant du 23 décembre 2013

L'ensemble des dispositions, visées dans le protocole signé le 9 octobre 2013 et dans l'avenant du 23 décembre 2013, s'applique à la présente cession.

ARTICLE 9 **PLUS VALUE**

Les Cédants reconnaissent avoir été informés des dispositions légales relatives à la taxation des plus-values, notamment celles résultant des articles 150-0 A et suivants du Code Général des Impôts.

ARTICLE 10 **FRAIS ET HONORAIRES**

Les droits d'enregistrement relatifs aux cessions de parts seront supportés par l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

Les frais et honoraires, relatifs à l'établissement des présentes et à la convention de garantie d'actif et de passif, seront supportés par les Acquéreurs qui s'y obligent.

  S.S.S.


Les frais de fin de mission de la banque Populaire VAL DE FRANCE/UEST INGENIERIE FINANCIERE sont à la charge des Cédants et seront payables le jour de la signature des actes de cession des parts sociales, conformément au mandat signé le 22 octobre 2012, sur présentation de la facture.

ARTICLE 11 ELECTION DE DOMICILE

Pour tout ce qui concerne les présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leur domicile ou leur siège respectif énoncé en tête des présentes.

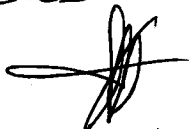
Fait à MONTARGIS (45)

Le 31 Janvier 2014

En six (6) exemplaires

Monsieur Didier CABOURDIN
« BON POUR CESSION DE DEUX CENT
CINQUANTE (250) PARTS SOCIALES »

Bon pour cession de
deux cent cinquante (250)
parts sociales



Madame Sylvie LOREAU

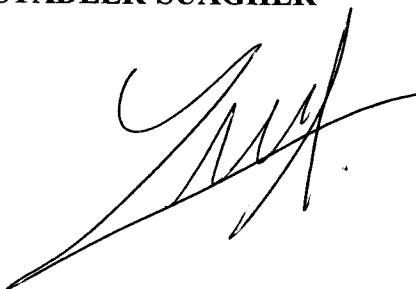
Epouse CABOURDIN

« BON POUR CESSION DE DEUX CENT
CINQUANTE (250) PARTS SOCIALES »

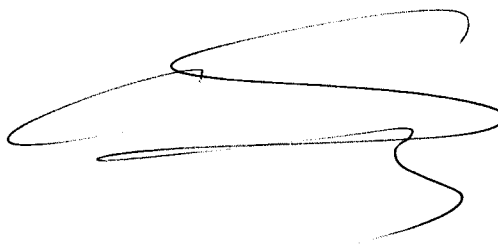
Bon pour cession de deux cent
cinquante (250) parts sociales



La société SST FINANCES
Représentée par Monsieur Sébastien
STADLER-SUAGHER



Le Séquestre
Maître Catherine SOUCAZE



Enregistré à : **SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES MONTARGIS**

Le 05/02/2014 Bordereau n°2014/151 Case n°5

Ext 326

Enregistrement : 17 310 € Pénalités :

Total liquidé : dix-sept mille trois cent dix euros

Montant reçu : dix-sept mille trois cent dix euros

La Contrôleuse des finances publiques

Nathalie ATTARD

Contrôleuse des Finances Publiques